

Enquête

Pourquoi un lundi noir à l'ISDR/Bukavu ?

Le réseau des géopoliticiens démantelé

Tribalisme "académique", pénétration dans le campus des idées-forces de quelques ONG de "développement de la xénophobie" et partis politiques géopolitiques vecteurs du virus de la haine tribale, voilà ce qui a caractérisé la ville universitaire de Bukavu au mois de juin 1993. En effet, les cours ont normalement repris à l'Institut supérieur de développement rural (ISDR) de Bukavu après près de dix jours d'interruption et de vives tensions à coloration ethnique et régionaliste qui ont abouti à la séquestration et à la persécution du directeur général, le professeur Léopold Nshimba Lubilanjil par un groupe de ses étudiants. Ces derniers auraient été manipulés à l'intérieur du campus par une poignée d'enseignants et de l'extérieur par une bande de géopoliticiens dont le réseau a été démantelé par la commission "de pacification" mise en place pour la circonstance par l'autorité régionale du Sud-Kivu.

Les faits

Lundi 14 juin 1993 vers 7 heures et demie. Un groupe de quelque deux cents étudiants prennent d'assaut le bureau de leur DG. Armés de couteaux, ils le menacent de mort avant de le déshabiller (à moitié), de le molester et de le traîner dans la cour et la ville manu militari sous les huées: "mouvancier, ennemi de la démocratie... retour au Kasai natal". Destination: le lac Kivu, après le tour de la ville avec le corps. Motif évoqué: il a mal géré l'institut et très mal organisé les élections des chefs de promotion et du doyen des étudiants. Mais l'intervention de quelques étudiants de bonne foi et de la gendarmerie sauvera l'homme "condamné à disparaître" avant la fin de l'année académique 1992-1993.

Les étudiants impliqués et arrêtés sont à leur tour sévèrement corrigés par la bastonnade de la BSRS, puis

relâchés. Mais les cours ne reprendront qu'après dix jours de récréation des étudiants et des enquêtes de l'autorité civile et militaire de la ville et de la région.

Deux constats provisoires. De un. Le coup a été monté en dehors du campus par certains enseignants, responsables des ONG et partis politiques descendant de mêmes collines et de mêmes ancêtres et parlant le même dialecte. De deux. Quatre chambres (n° 121, 125, 165 et 168) occupées par les étudiants Mburugu, Habamungu, Bony Lukama et Mwamiobarhuma ont été pillées par des inconnus.

Ce qu'on reproche au DG

A en croire les déclarations de l'étudiant Emedo Paul Bashizi, commandant de sécurité de l'ISDR, étudiant en 3e année de graduat et porte-parole du groupe de dissidence,

c'est la troisième fois que les étudiants se révoltent et manifestent courageusement leur désapprobation vis-à-vis des agissements du DG Nshimba Lubilanjil découvert par eux depuis janvier 1993 comme mauvais gestionnaire.

Ayant longtemps demandé sans l'obtenir le départ de l'indésirable DG, ce "groupe de pression" des étudiants de l'ISDR a choisi l'usage de la force et du chantage pour atteindre leur objectif. Ainsi ont-ils rédigé le 14 juin même un mémorandum où ils "constatent avec amertume" entre autres points ce qui suit: détournement des idées démocratiques déjà acquises à l'ISDR où M. Nshimba a bloqué le processus du choix des porte-parole des étudiants. Inscription anarchique en premier graduat où près de 500 étudiants s'entassent au point d'étouffer et suivent les cours, les uns sans diplôme d'Etat. Plus grave, ils lui reprochent d'avoir détourné la bourse d'étude des étudiants et d'être complice dans le vol d'un transformateur électrique de 160 KVA donné à l'ISDR par le gouvernement zaïrois et vendu au projet CEPZA/Panzi pour une rondelle de 45.000 \$ US dont 17.000 d'acompte perçus. Et ce n'est pas tout. Le DG est accusé de détournement, vente et mauvaise gestion du charroi automobile de l'institut, de prostitution des étudiantes, de corruption et de monnayage des inscriptions, de

tribalisme et de tentative de "katangalisation" de la région par la division des enseignants, administratifs et étudiants de l'ISDR.

Tribalisme académique et géopolitique

Effectivement, cette main, noire ou blanche, baptisée de "plus grand commun diviseur" par les étudiants, a cinq gros doigts dont deux hommes politiques bien connus (qui ne sont ni étudiants ni professeurs à l'ISDR), deux enseignants de l'ISDR et un responsable d'une ONG de développement locale. Mais pourquoi, des bouches des étudiants, revenaient tous les temps les noms tels que Biringanine et Magabe de l'UDPS, le CT Wendo Buhendwa, le professeur Bitijula, le CT Kazamba et l'assistant Mapatano Bagalwa, de l'ISDR, dans cette chasse insolite des sorciers non-autochtones sur la colline du père Defour ?

Autant de questions apparemment sans réponses précises mais la révélation des étudiants ne vaut que ce qu'elle vaut. car les mots et les rêves ont toujours leur signification. Toutes les personnes citées ont compris, sauf à être de mauvaise foi, qu'elles sont appelées à changer de comportement pour que triomphe la démocratie dans leurs partis, associations et organisations à prétention démocratique.

De toute façon la mutuelle légale "Lusu", par la bouche de son président Floribert Musamba Kimputu n'aura pas eu tort de condamner cette tentative d'opposition Balega-Bashi, deux peuples unis par l'histoire. Une tentative, selon lui, de quelques originaires du Sud-Kivu assoiffés du pouvoir et à bout d'arguments pour asseoir leurs partis ethnopolitiques.

Retour au calme...

Le calme est revenu. Mais nul n'a le droit ni la liberté de prêcher la violence ou la vengeance à l'ISDR en ces temps où s'annonce la pré-campagne électorale dans les états-majors de nombreuses associations. Les cours ont repris, timidement mais sûrement. La suspicion parmi les étudiants, le réflexe d'autodéfense et la peur de l'autre - surtout d'une ethnie étrangère - se sont installés mais disparaîtront avec la disparition ou l'amendement des démons de la division.

Restent à régler, la réparation du préjudice moral porté sur le DG et les prétendus non-autochtones ou "Bakuyakuya", le dédommagement moral et matériel de quelques étudiants victimes de vols ainsi que divers problèmes en étroite relation avec les professeurs, chefs de travaux, assistants et étudiants impliqués de loin ou de près et prêts à rééditer le mauvais exploit. La purification du personnel académique, scientifique et administratif de l'ISDR avant et après la clôture de l'année universitaire en cours s'impose. La paix, l'entente, la réussite des travaux de développement et de recherche sur la colline Bugabo sont à ce prix !

Imata Raphaël Déwen

Publi-reportage

PIL : un nouvel élan !

Le centre de formation de l'Office des routes de Panzi à Bukavu a, du 11 au 12 juin 1993, servi de cadre à la tenue des assemblées ordinaire et extraordinaire de l'organisation sans but lucratif dénommée PIL (Promotion des initiatives locales) dont la zone rurale de Mwenga est le principal terrain d'action. La tenue de ces deux assemblées s'est justifiée par l'impérieuse nécessité d'une profonde restructuration envisagée par l'association aux fins de la léthargie qui a longtemps caractérisé certains organes de PIL.

Mais qu'à cela ne tienne, PIL a le vent en poupe et ce nouvel élan est

porteur d'un nouvel espoir, comme l'ont confirmé la plupart de ses membres. D'autant plus que pareille restructuration pour ces derniers est une voie obligée pour l'entrée dans la phase on ne peut plus décisive de l'histoire de leur organisation. Il s'agit là d'une nécessité avant que l'on n'entame une nouvelle phase, celle que le coordonnateur et initiateur de PIL, M. Bulambo-wa-Tombo Y'ileke, appelle à juste titre l'étape des "programmes de grande envergure après la mise sur pied de plusieurs initiatives locales de développement à la base, la zone". Ce qui permettra la réalisation de son plan triennal de juin 1993 à mai 1996.

Dès la création de PIL, son initiateur avait songé à une stratégie d'action de cette asbl en trois étapes. D'abord la création d'un cadre de réflexion et d'expression à travers des comités de base qui, selon le concepteur, sont des structures de "petit format" à l'intérieur desquelles paysannes et paysans identifient les obstacles au développement de leur milieu, décident des actions à mener, des moyens à mettre en place et des modes de gestion de ces actions ainsi que des moyens disponibles. Ensuite la création d'un cadre de réalisation des actions de développement. C'est en fait, de ces structures de réflexion et d'expression de petit format que sont nés les groupements coopératifs paysans ainsi que d'autres associations

paysannes à l'instar de MAM, UCAM et Centrale artisanale constituant un cadre de mobilisation des ressources et de réalisation des actions ou projets de développement décidés en commun.

Il est alors à noter que PIL a soutenu toutes ces micro-réalisations avec des fonds destinés à cet effet, faute des actions de grande envergure. Mais sa préoccupation majeure, liée à sa devise "le pouvoir d'abord, les programmes ensuite", demeure. Ainsi la 3ème phase de croissance de PIL est l'ajustement continu de l'homme, promoteur et bénéficiaire de toute action de développement. Il ressort clairement de cette évolution prévisionnelle que PIL n'a pas déçu ses membres tant il est vrai que son plan biennal d'action qui vient d'expirer était axé sur l'animation-organisation à la base, la formation coopérative et l'alphabétisation conscientisante. A son actif, avant d'entamer la nouvelle phase, PIL compte 13 groupements coopératifs à Kitutu ainsi que 8 à Ngando autour de la culture, de l'extraction et de l'écoulement de l'huile de palme. Elle a créé la Mutuelle d'assurance-maladie (MAM) et l'Union des creuseurs d'or à Kamituga avant d'y réunir également les femmes en 5 groupements autour des petites réalisations et d'y aménager des sources d'eau potable.

Ce n'est pas tout. Car, PIL, aujourd'hui âgée de 4 ans et décidée de réaliser des actions de grande envergure, a su regrouper en 8 corps de métier les artisans de divers domaines à Kamituga. Bien que le PACODEM, plate-forme mise en place par PIL au profit de tous les intervenants dans le développement

de la zone de Mwenga, n'ait pas germé.

Mais pourquoi une réforme ? En dépit de tout ce qui a été fait, PIL s'est imposée une restructuration dont la motivation est multiforme. Question d'abandonner le mode de gestion plus ou moins informel au profit de la gestion formelle exigée au sein de toute organisation aux activités complexes. Mais aussi un souci de changement de look, question de substituer le style de commandement "one man show" à un style de délégation de l'autorité effective. La restructuration ainsi opérée a été par ailleurs motivée par la volonté de séparation nette entre l'organe exécutif, c'est-à-dire la coordination et l'organe décisionnel. Ce dernier, appelé conseil d'orientation, se compose de membres élus suivants: MM. Désiré Isango Lumona, Bénézet Kasusanya et Sosthène Bulambo wa Tombo-Y'ileke, respectivement président du conseil, vice-président et coordonnateur. Ainsi que de 2 conseillers, MM. Joseph Kyalangilwa Muyengo et Léon Mumathe Nyamatomwa ainsi que de 4 membres: Modeste Kimengele, Ildéphonse Mweswa, Jeanne Vumilia Kabala et Brigitte Tamitunda Kithoga.

Au niveau de l'exécutif, comme l'a précisé le coordonnateur, la coordination sera renforcée par un mode de gestion collégiale, c'est-à-dire par la mise en place d'un dynamique comité de coordination.

Voici par ailleurs la liste complète de 14 membres qui ont participé à l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1993. Il s'agit de Wandjo Tusala, Tombo Iguzi, Nshombo Bahumire, Mukungilwa Wilo, Mukobelwa Kumba et les 9 membres du conseil

d'orientation ci-haut cités.

PIL ne baissera pas les bras. Quelles que soient les difficultés ou les pressions. "Passer toute son existence à ne gérer que des conflits, tel est le travail de développement auquel je vous invite, en tant que filles et fils de la zone de Mwenga", tel est l'essentiel de l'appel lancé par le coordonnateur Bulambo-wa-Tombo Y'ileke à l'assemblée générale et à tous les équipes PIL par de nouvelles et massives adhésions afin de réfléchir ensemble sur des nouvelles stratégies et une nouvelle lutte à mener pour le développement et le désenclavement rapide de la zone rurale de Mwenga. N'en déplaise aux détracteurs qui, éparpillés dans les ONG (APIDÉ) et au Burundi, refusent de mauvaise foi d'apprécier, à leur juste valeur, les actions de PIL.

Imata Raphaël Déwen



M. Désiré Isango, économiste, président du Conseil d'orientation



M. Bulambo wa Tombo, sociologue, coordonnateur de PIL